

Paris, le 31/07/2015

**Réponse de Direct Energie à la Consultation publique de la Commission de régulation
de l'énergie du 1^{er} juillet 2015 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux
de transport de gaz au 1^{er} octobre 2015**

Service de flexibilité

Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre par les GRT de ces deux services de flexibilité basés sur le stock en conduite ?

Direct Energie tient à rappeler¹ que l'évolution des règles d'équilibrage induit nécessairement une modification de l'économie générale du système d'équilibrage et donc de l'économie de la fourniture aux clients finals : ces modifications génèrent des transferts de charges entre les GRT et les expéditeurs d'une part, ainsi que sur les différentes catégories de consommateurs d'autre part. A ce titre, Direct Energie tient à souligner la différence contractuelle notoire entre (i) d'une part un fournisseur et son client télérelevé pour lequel le fournisseur a des leviers contractuels pour monitorer sa consommation et éventuellement répercuter les surcoûts d'équilibrage et (ii) d'autre part un fournisseur et son client profilé, pour lequel il n'a aucun moyen contractuel de lui répercuter les surcoûts d'équilibrage qu'il génère. Aussi, dès lors que les évolutions envisagées généreraient des coûts additionnels pour les fournisseurs, il est impératif qu'une répercussion synchrone et proportionnée de ces surcoûts dans les tarifs réglementés de vente² soit assurée, sauf à venir en contradiction avec les dispositions législatives en vigueur.

A défaut d'assurance de cette répercussion, la continuité tarifaire entre l'ancien et le nouveau système d'équilibrage devrait être recherchée. En ce sens, Direct Energie regrette une nouvelle fois qu'aucune étude d'impact sérieuse n'ait été menée pour quantifier l'impact de la mise en œuvre du code réseau Balancing sur les souscriptions stockage des GRT, de sorte à pouvoir estimer la baisse attendue de l'ATRT. Cette économie aurait pu être mise en regard des surcoûts que les expéditeurs constateront du fait de la suppression des tolérances d'équilibrage.

Suite à la demande de la CRE exprimée dans sa délibération du 15/01/2015, les GRT ont finalement présenté en Concertation Gaz au cours du 1^{er} semestre 2015 des propositions concernant les modalités de commercialisation d'un service de flexibilité. Bien que répondant de manière très imparfaite aux problématiques rencontrées par les expéditeurs de clients profilés (cf. plus bas), Direct Energie est bien sûr favorable à ce qu'un tel service soit proposé par les GRT (à défaut d'un dispositif plus efficace comme le maintien des tolérances, à minima de manière transitoire, ce qui aurait été parfaitement justifié et justifiable au sens du code Balancing³), mais **demande à ce que ses modalités d'accès et de tarification soient revues.**

¹ Comme elle a pu le faire dans ses réponses aux consultations publiques du 4 mai 2012, 19 juillet 2012, 20 décembre 2012, 6 février 2014 et dans les groupes de travail Equilibrage depuis plusieurs années.

² qui restent et resteront les tarifs de référence du marché, notamment sur le segment Résidentiel.

³ Cf. nos réponses aux consultations publiques précédentes

Question 2 : Etes-vous favorable à ce que l'apurement soit réalisé sur la moyenne des prix moyens journaliers du mois ou considérez-vous qu'un prix d'apurement pondéré par le déséquilibre de chaque journée est préférable ?

Direct Energie partage l'analyse de la CRE s'agissant des arbitrages qui seraient permis si une référence de prix mensuelle était utilisée. **Direct Energie y est défavorable et préférerait que les déséquilibres journaliers dépénalisés dans le cadre de ce service fassent l'objet d'un règlement financier au prix moyen journalier (idem proposition CRE).** : prix DAP ou EOD publié par Povernext.

Question 3 : Etes-vous favorable aux critères d'éligibilité des journées proposés par les GRT ?

Direct Energie n'a pas de remarques particulières sur cette question, mais note que le taux d'interruption du service devrait impacter son prix (cf. plus bas).

Question 4 : Que pensez-vous des modalités d'interruption spécifiques à chaque zone d'équilibrage notamment entre TIGF et GRTgaz Sud ?

Direct Energie rejoint l'analyse de la CRE selon laquelle le service (de même que les modalités d'équilibrage des GRT elles-mêmes) devrait être harmonisé entre les deux GRT.

Question 5 : Etes-vous favorable aux modalités de souscription du service proposées par les GRT ?

Direct Energie n'a pas de remarques particulières sur cette question.

Question 6 : Etes-vous favorable l'intégration de l'apurement du service au compte de neutralité financière de l'équilibrage ?

Direct Energie n'a pas de remarques particulières sur cette question.

Question 7 : Etes-vous favorable à la tarification proposée par les GRT ?

Direct Energie est défavorable à la tarification proposée par les GRT (a fortiori compte tenu de l'incertitude entourant sa prise en compte dans l'établissement des tarifs réglementés de vente) :

- La souscription à ce service demandera aux expéditeurs de supporter des coûts fixes, alors que les bénéfices attendus sont entièrement variables : Direct Energie demande à ce que le coût de ce service soit modulé en fonction du taux d'interruption de ce service.
- compte tenu des éléments mentionnés plus haut (caractère exogène des aléas entourant les déséquilibres des clients profilés, absence de leviers à la main des expéditeurs de clients profilés pour réduire ces déséquilibres, difficulté de répercussion aux clients profilés des surcoûts liés à leurs déséquilibres), ce service ne devrait être proposé qu'aux seuls clients profilés (via leur fournisseur / expéditeur).
- s'agissant d'une mise à disposition du stock de gaz en conduite, le service proposé ne génère, pour ainsi dire, aucun coût pour les GRT ; il n'est ainsi absolument pas justifié que la tarification de ce service reflète « la valeur du service pour les expéditeurs (en premier lieu, l'économie de la surcote /

décote) », alors même que l'objectif de ce service était précisément de venir atténuer les impacts financiers liés à la mise en œuvre du code Balancing.

Aussi Direct Energie demande à ce que la souscription à ce service soit limitée aux clients profilés, que le prix de cette prestation soit nul ou a minima modulé en fonction de son taux d'interruptibilité et que les coûts de mise en œuvre de ce service soient couverts par l'ATRT.

Par ailleurs Direct Energie souhaite rappeler les propositions qu'elle a pu porter s'agissant du système d'équilibrage :

- **Direct Energie, comme d'autres acteurs, demande que les GRT cessent la publication du coefficient k0** : cette publication est en effet inutile (personne ne l'utilise), coûteuse (coûts de développement et de maintenance GRTgaz) et nuisible (étant donné la publication de coefficient laisse accroire que des informations pertinentes sont données aux expéditeurs dans la cadre du code Balancing).
- **Direct Energie demande que GRDF soit incité à ce que les allocations et coefficients k1 soient publiés avec une régularité accrue**, les retards multiples et réguliers venant en effet pénaliser significativement les expéditeurs.
- **Direct Energie demande que GRDF supporte les coûts associés à l'équilibrage de ses pertes, aujourd'hui réalisé à une maille grossière** (blocs trimestriels, absence de prise en compte de la thermosensibilité des pertes, etc.) : Direct Energie demande à ce que les surcoûts générés (valorisation au prix marginal d'équilibrage de la différence entre les blocs effectivement achetés par GRDF et les pertes modélisées finement à la maille journalière tenant compte de la thermosensibilité dans le cadre de la méthode N de valorisation du CED) soient rétrocédés aux expéditeurs de clients profilés.

Utilisation de produits localisés pour l'équilibrage résiduel de GRTgaz

Question 8 : Etes-vous favorable à une expérimentation permettant d'étudier l'efficacité du recours aux produits localisés ?

Direct Energie est favorable au caractère expérimental de la démarche visant à étudier l'efficacité du recours par GRTgaz à des produits localisés. Le retour d'expérience devra en particulier permettre de comparer :

- l'efficacité des produits localisés par rapport au stockage,
- le coût du contrat de flexibilité actuel avec Storengy avec le coût des produits localisés,
- la problématique concurrentielle soulevée par des appels d'offre sur des points spécifiques du réseau, auxquels seuls quelques acteurs pourraient être à même de répondre.

Direct Energie s'interroge toutefois sur le niveau de sûreté d'un système reposant principalement sur la contractualisation de produits localisés par rapport à la contractualisation de stockages par le transporteur : **étant donné qu'il est peu probable que l'introduction de produits localisés permette à la souscription de stockage par les expéditeurs d'être économiquement intéressante⁴, une diminution de la sûreté du réseau est à craindre si effectivement GRTgaz diminue sa propre souscription de stockages.**

Question 9 : Etes-vous favorable aux critères de déclenchement, aux critères de participation et au déroulé de l'appel d'offres proposés par GRTgaz ?

Direct Energie s'interroge sur l'articulation de ces appels d'offre avec les interventions que GRTgaz effectue déjà sur le marché : les conditions de déclenchement de l'utilisation de produits localisés semblent en effet, à ce stade, particulièrement larges et recouvrir la gestion de situations ne nécessitant pas *stricto sensu* la mobilisation de produits localisés (situation climatique tendue, déséquilibre de certains expéditeurs, etc.).

Aussi Direct Energie demande que :

- **dans le cadre de l'équilibrage « national » ('en volume') de son réseau, GRTgaz soit autorisé à intervenir sur les marchés autant que de besoin (suppression de la notion de fenêtre d'intervention), sur les produits les plus pertinents pour l'équilibrage de son réseau (sans « quota » de produit WD ou DA, possibilité le cas échéant d'acheter/vendre des produits Week-Ahead, etc.),**
- **les conditions d'utilisation des produits localisés soient mieux délimitées pour ne viser que des situations de congestion ou de déséquilibre géographique du réseau de GRTgaz.**

Question 10 : Etes-vous favorable aux contrôles et aux niveaux de pénalités proposés par GRTgaz ?

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces aspects.

Question 11 : Etes-vous favorable à l'intégration des produits localisés dans le compte de neutralité financière au titre de l'équilibrage *pendant la période d'expérimentation* ?

Question 12 : Etes-vous favorable à l'intégration, *à terme*, des produits localisés dans le calcul du prix marginal de règlement des déséquilibres ?

⁴ notamment compte tenu du caractère non prévisible du besoin de GRTgaz

Direct Energie s'interroge sur la pertinence d'intégrer les produits localisés dans le prix marginal (tant pendant la phase d'expérimentation qu'à terme), étant donné que le recours à des produits localisés (si effectivement ils ne sont mis en œuvre que dans des situations de congestion / déséquilibres géographiques du réseau) ne saurait être la conséquence des déséquilibres de tel ou tel acteur, mais relève plutôt d'une problématique de dimensionnement du réseau de GRTgaz (inadéquation du réseau par rapport aux flux gaziers). Dans ces conditions, les charges afférentes à la gestion de telles situations auraient plutôt vocation à être recouvrées auprès des utilisateurs du réseau plutôt que par les acteurs en déséquilibre (comme c'est sans doute le cas aujourd'hui pour le contrat Storengy).

En tout état de cause, il semble particulièrement prématuré, à ce stade, de préjuger des conclusions du retour d'expérience.

Interventions de GRTgaz

Question 13 : Etes-vous favorable à l'ouverture par GRTgaz d'une nouvelle fenêtre d'intervention au titre de l'équilibrage à 14h25 en intrajournalier (within-day) ? Etes-vous favorable à l'ouverture par GRTgaz de fenêtres d'intervention supplémentaires à 7h25 en intrajournalier (within-day) et à 23h25 en J+1 (day-ahead) ?

Comme évoqué ci-dessus, Direct Energie est favorable à ce que les GRT disposent de modalités d'intervention les plus larges possibles dans le cadre de son équilibrage « national », tant en terme de période (suppression des fenêtres d'intervention) que de produits (WD, DA, etc.).

Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution du mode d'apurement du compte de neutralité proposé par GRTgaz ?

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces aspects.